

Les « métiers de l'humain » dans la rue pour « plus de reconnaissance »

Éducateurs spécialisés auprès de travailleurs handicapés, aides-soignants en EHPAD, aides à domicile, travailleurs de rue, ils représentent 110 000 emplois dans les Hauts-de-France auprès de personnes fragiles. Ces professionnels se mobilisent ce mardi pour demander plus de moyens et une meilleure reconnaissance.



« Tout ce qu'on demande, c'est une juste compensation » : le médico-social continue de souffrir face au manque de moyens financiers et humains. On a pris le pouls à l'EHPAD La Rive d'Or de Noyelles-Godault (photo de gauche) et à l'ESAT de Lens, deux structures gérées par l'association La Vie Active. PHOTOS SÉBASTIEN COURDIJ



PAR SÉBASTIEN LEROY
sleroy@lavoixdunord.fr

HAUTS-DE-FRANCE.

Comment ça naît une vocation ? Pour Francky Nicolas, moniteur pâtissier à l'établissement et service d'aide par le travail (ESAT) de Lens, géré par l'association La Vie Active, c'était il y a une vingtaine d'années. « J'étais dans le secteur marchand, et c'est une personne sourde et muette qui m'a appris la chocolaterie. J'ai voulu rendre ce qu'il m'avait donné, tout simplement. »

Depuis lors, Francky n'a plus quitté l'ESAT, dont l'atelier pâtisserie

est une petite ruche en ce vendredi de pont. « On accompagne des personnes qui ont des handicaps à divers degrés, qui ne pourraient pas être dans le secteur marchand, mais qui s'épanouissent ici par leur travail », explique Francky, qui accompagne patiemment les gestes d'Enzo ou Franck.

« C'est un métier où il faut avoir la foi, et parfois la foi ne suffit pas. »

« Quand je suis arrivé ici à 23 ans, je ne savais rien faire. J'ai appris à faire

des pièces montées, des emballages spéciaux. Si Francky est fier de moi, je suis fier de moi », dit ce dernier. Francky est fier, ça se voit. Mais « c'est un métier où il faut avoir la foi, et parfois la foi ne suffit pas ». Après toutes ces années auprès d'un public vulnérable, le moniteur plafonne à 1 800 € net mensuels. « Surtout, il nous faudrait davantage de personnel pour mieux accompagner les jeunes. » Chloé, 28 ans, vient de rejoindre l'équipe, en CDD. Elle est la troisième sur ce poste en quelques mois. « On souffre d'un problème d'attractivité, on a du mal à recruter. Souvent, les gens qui passent ici s'en vont trouver un meilleur salaire, en restauration collective par exemple. La bou-

langerie-pâtisserie a déjà des difficultés de recrutement dans le secteur marchand. Alors dans le secteur protégé, c'est pire », explique Nicolas Klosowski, responsable de l'atelier.

UN « CASSE-TÊTE »

À quelques kilomètres, l'EHPAD associatif La Rive d'Or de Noyelles-Godault connaît des difficultés analogues. « Nous avons de moins en moins de moyens humains et de budget pour assurer des soins de qualité », témoigne Mohammed Salhi, directeur de l'établissement doté de 60 équivalents temps plein (ETP) pour 97 résidents. « Il en faudrait au moins dix de plus. Il y a certes eu des primes Ségur (183 €

net, NDLR) annoncées en 2022, mais il s'agissait d'un rattrapage et depuis l'inflation est passée par là. »

« On peine à attirer », ajoute le cadre. Boucler le budget est un casse-tête : la Loi Egalim nous impose par exemple d'introduire du bio dans les repas, mais c'est plus cher. On arrive aussi dans nos établissements plus tard, donc plus dépendants, ça demande d'investir dans du matériel spécifique... »

Lui, comme Francky et d'autres, sera sur l'une des actions qui seront organisées dans toute la région ce mardi. « On a toujours à cœur de bien faire, on ne sacrifiera jamais l'humain. Tout ce qu'on demande, c'est une juste compensation. » ■

Dans le secteur sanitaire et social, « la vocation ne suffit plus »

Opérations escargot à Lille, Boulogne-sur-Mer, Calais, Lens, Arras. Barrages filtrants à Béthune ou Saint-Omer... La mobilisation des professionnels des associations sanitaires et sociales (AFEJL, La vie Active, Papillons blancs...) s'annonce importante demain. Elle l'avait déjà été en 2022, puis 2023. « Notre but n'est pas d'embêter les gens, mais depuis la fin du Covid, nous organisons régulièrement des actions, des manifestations... sans être entendus », indique Ahmed Hegazy, directeur de l'Uriopss Hauts-de-France et porte-parole du collectif pour les métiers de l'humain en danger (COMÉHD). Selon lui, « la vocation ne suffit plus. Les taux de postes vacants avoisinent les 15 % en protection de

l'enfance, par exemple, mais ça peut aller sur certains secteurs de la région jusqu'à 20 à 25 %. À l'autre extrémité, alors que tous les rapports disent qu'il faut un taux d'encadrement de 0,8 ETP par résident en EHPAD, on est plutôt à 0,5 ou 0,6 ».

UNE QUESTION DE SURVIE

Résultat : « Les professionnels courent, s'épuisent dans un contexte où les salaires ont peu évolué. » Selon les chiffres du COMÉHD, en 2001, un éducateur spécialisé était payé 1,6 SMIC, contre 1,2 SMIC en moyenne aujourd'hui, primes Ségur incluses. Ahmed Hegazy pointe également « le décalage entre certaines annonces de financement au niveau national et le paiement

effectif, ce qui place les associations en difficulté. Quand elles ont des fonds propres, elles piochent dedans, mais plusieurs sont à deux doigts de la cessation de paiements, en déficit chronique. »

Pour les représentants du COMÉHD, faute d'un véritable rattrapage salarial basé sur une égalité avec le secteur public pour tous les métiers, de formations de qualité et de financements robustes, « la question de la survie se posera pour des associations qui accompagnent les enfants en danger, les personnes handicapées âgées ou à la rue. Or les besoins sont là, avec le vieillissement de la population et la précarisation qui ne baisse pas, en particulier dans la région ». ■ S. LE.



En septembre 2022, près de 10 000 professionnels s'étaient déjà mobilisés. PHOTO ARCHIVES PIERRE LE MASSON